

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

Quelques jours à peine après la tragi-comédie de la démission d'HULOT suivi des pas de danse de COHN-BENDIT, WWF France, ONG présidée par l'ancien ministre de HOLLANDE, Pascal CANFIN, cité à un moment comme ministre potentiel, publie un plan censé « sauver » EDF par la transition énergétique.

Il est rendu public quelques semaines avant que le Gouvernement ne tranche sur la Programmation Pluriannuelle des Énergies et se présente comme étant dans l'intérêt d'EDF alors qu'il ne s'agit là que d'un plan organisé visant à **démanteler cette belle entreprise publique, qui a pourtant permis à notre pays d'avoir une électricité parmi les plus compétitives d'Europe.**

Il s'appuie sur des travaux totalement contestables de l'IDDRI, organisme qui de tout temps, a pris position pour la position allemande en matière de politique énergétique, la fameuse « Energiewende ». Le paradoxe de l'affaire est qu'en Allemagne même, cette politique ne fait plus consensus et que les critiques fusent contre ces réformes qui ont entraîné **une hausse conséquente des prix pour les ménages** et se sont traduites par le **non-respect des engagements climatiques** de l'Allemagne. Chacun pourra donc apprécier le sens du « tempo » de WWF France. . .

UN PLAN DE CASSE DU SERVICE PUBLIC ET DE L'EMPLOI

Ce plan de « *sauvetage* » de cette association antinucléaire, qui est en réalité **un plan de casse d'EDF et du Service public de l'électricité**, se traduirait par la fermeture de 23 réacteurs nucléaires d'ici 2030, la cession de tout ou partie d'ENEDIS et de DALKIA, et par 30 000 suppressions de postes, 10 000 à EDF et 20 000 chez les sous-traitants.

Tout cela en appui d'**une analyse simpliste** : EDF serait en faillite, sa dette serait trop élevée et dans un contexte où elle doit faire face à « *un mur d'investissements* », EDF ne pourrait la rembourser. Rien que cela !

Et donc, parmi d'autres propositions, celle-là plus emblématique est de **fermer 23 centrales nucléaires pour faire remonter les prix de l'électricité** ! On croit rêver qu'un tel projet puisse être présenté par un ancien ministre de la République !

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

BIEN SITUER LES RESPONSABILITÉS ET RELIRE OBJECTIVEMENT LE PASSÉ

Pour FO, il faut clairement situer les responsabilités.

Il faut d'abord souligner que **l'ouverture de la concurrence de l'électricité** qui a été soutenue par les écologistes, notamment car c'était un moyen d'affaiblir EDF est un échec retentissant. Elle n'a **pas fait baisser les prix** et, couplée avec une politique de soutien aux énergies intermittentes sans nuances, elle a créé une volatilité du secteur sans précédent ! Mais de cela, le rapport n'en dit mot et pour cause !

Il faut ensuite rappeler que depuis cette ouverture, **EDF a été sans cesse bridée dans ses résultats** par différents mécanismes. On se souvient du TARTAM à la fin des années 2000, lorsque les prix de marché ont fortement augmenté et que les grands industriels, qui avaient été les principaux soutiens à cette ouverture des marchés ont demandé à l'État d'intervenir . . .

Puis depuis 2010, de **l'ARENH, qui est un mécanisme visant, cette fois-ci, à protéger les concurrents d'EDF !** Si EDF avait vendu son électricité depuis cette période au prix de marché sans voir ses revenus « capés », ce sont des milliards d'euros qu'elle aurait perçus. Alors, le discours de CANFIN selon lequel le nucléaire existant n'est pas compétitif relève de la seule gesticulation et ne repose sur rien de sérieux.

C'est faire enfin preuve d'une grande malhonnêteté intellectuelle de passer par pertes et profits les **20 milliards de dividendes versés à l'État depuis la mise en bourse d'EDF** et d'oublier la contribution fiscale d'EDF au pays au travers non seulement l'impôt sur les bénéfices, mais aussi toutes les taxes diverses qui ne visent que l'électricité et qui se sont fortement accrues depuis 2004 : pour EDF, ENEDIS et RTE, c'est environ 5 milliards d'euros par an. Bref, on oublie facilement qu'**EDF a été pendant longtemps la « vache à lait » des pouvoirs publics** et que ceux-ci la sollicitent en permanence, le dernier exemple étant le plan de restructuration de la filière nucléaire en 2015 demandant à EDF de reprendre Areva NP.

Pour conclure sur cet aspect, prétendre qu'EDF serait en faillite alors que l'entreprise a toujours eu des résultats positifs ces dernières années, contrairement d'ailleurs à la plupart des autres énergéticiens européens et même français (ENGIE en particulier), démontre à nouveau le caractère militant du document de WWF France.

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

COMMENT FAIRE FACE AUX INVESTISSEMENTS À VENIR ?

Dans toute son histoire, EDF a dû faire face à des vagues d'investissements importants pour **assurer la sécurité d'approvisionnement des Français et leur assurer une électricité compétitive, nécessaire pour le pouvoir d'achat et pour les entreprises**. C'est son histoire et c'est l'honneur du groupe et de ses salariés !

Aujourd'hui, le groupe EDF est effectivement sur tous les fronts :

- prolonger la durée de vie de ses centrales nucléaires, déployer l'EPR,
- défendre notre énergie hydraulique, se positionner comme acteur dans les ENR et dans les services,
- faire preuve d'innovation dans tous les domaines, faire face aux mutations de réseaux...

Bref, être l'acteur public de Service public au service de notre pays dans un monde qui bouge.

Globalement, **EDF est un des plus gros investisseurs industriels en France** et elle investit 15 milliards d'euros par an, générateur d'emplois induits. Sur ces 15 milliards, quelques remarques s'imposent.

Le programme de prolongation des centrales nucléaires, qui n'est qu'un des éléments de ce que l'on appelle le « grand carénage » a été qualifié par le Président de la Cour des Comptes en 2016, en ces termes :

« La logique économique du programme est cohérente : prolonger la durée d'exploitation d'un investissement rentable et largement amorti ».

On ne saurait être plus clair et cela est totalement contraire à l'idée farfelue selon laquelle la fermeture de centrales nucléaires ferait économiser de l'argent à EDF. C'est tout le contraire !

D'autres investissements résultent en revanche de choix politiques.

Il en va notamment ainsi de la volonté de M. MACRON, de faire reprendre à EDF, la société Areva NP et surtout, celle de lancer, contre l'avis notamment des syndicats dont FO, qui l'avaient jugé à juste titre prématuré, le projet britannique Hinkley Point qui nécessite de la part d'EDF un investissement annuel proche de deux milliards d'euros pour ces prochaines années.

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

Il faudra bien que le Président de la République n'oublie pas qu'il est le principal artisan de cette décision et nous le lui rappellerons autant que nécessaire et plus encore dans cette période où les ministres de l'Énergie successifs ne cessent depuis 2015 de faire pression sur EDF pour lui demander d'investir parallèlement dans toujours plus d'énergies intermittentes.

C'est au regard de cette situation, où **la responsabilité de l'État est très lourde**, que FO considère qu'il est impératif que l'État accepte, ce que ferait tout actionnaire normalement constitué, de **renoncer à ses dividendes sur plusieurs années, pour accompagner ce développement de l'entreprise.**

Mais surtout, FO revendique également depuis toujours et c'est là, l'un des rares points de convergence avec l'étude de WWF, la fin rapide de l'ARENH, qui est un outil de spoliation d'EDF (5 milliards de coûts pour EDF depuis 2010 !) et constitue un vrai scandale. Mais il n'est nul besoin de casser EDF pour cela !

De la même façon, s'il est vrai que l'augmentation au niveau européen du prix du carbone est nécessaire au respect par l'Europe de ses engagements climatiques, elle ne saurait être liée en aucune façon à cette casse d'EDF induite par l'étude de WWF France.

LES OUBLIS DE L'ÉTUDE EN DISENT LONG SUR LE MODÈLE ULTRA LIBÉRAL DE WWF

On ne trouve rien dans leur étude sur le fait que **l'électricité est plus compétitive que beaucoup des pays alentours** et notamment l'Allemagne, ce qui est bon pour les Français et les entreprises.

On ne trouve rien non plus sur les conséquences des objectifs -sans cesse augmentés- d'ENR intermittentes, qui en France, n'améliorent aucunement le bilan carbone de notre pays, car **notre électricité est déjà à 97 % décarbonée.**

Or, le coût de **ces mesures a été chiffré par la Cour des comptes à 121 milliards d'euros** (montant du soutien public auquel s'est engagé l'État par les contrats signés avant 2017 au bénéfice des producteurs d'électricité d'origine éolienne et photovoltaïque).

Et le contenu en emploi déjà faible de cette politique va encore être affaibli par les conséquences de la récente décision de la Commission européenne de supprimer toutes taxes sur l'importation des panneaux solaires chinois : **l'association européenne des fabricants chiffre cette perte à 45 000 emplois à l'Europe !**

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

Mais d'autres oublis lourds de conséquences doivent encore être mentionnés.

Il est significatif que **l'hydraulique, première énergie renouvelable, ne soit même pas citée**. Sans doute parce que WWF est déjà dans l'idée que les concurrents privés d'EDF comme TOTAL seront les futurs concessionnaires ! Totalement inacceptable pour FO qui revendique et se bat aux côtés des agents pour le maintien de toutes nos concessions à EDF.

On peut aussi souligner **l'absence de toute référence à l'existence même du « Service public »**. Cela en dit long de l'orientation ultra libérale de cette étude.

LES CONSÉQUENCES SUR L'EMPLOI : LES MASQUES TOMBENT !

C'est là l'un des points les plus lourds de conséquences et qui démontre que cette transition énergétique n'est pas créatrice, mais bien destructrice d'emplois.

Il est d'abord significatif qu'il n'y ait **pas un mot sur les 220 000 travailleurs du nucléaire, troisième filière industrielle de France !** Or, si on ferme 23 centrales nucléaires et si aucun autre EPR n'est décidé, les **conséquences industrielles et sociales seront dramatiques**. En outre, la reprise d'Areva NP par EDF décidée en 2015 sous l'influence de M. Macron n'avait de sens que si des EPR étaient lancés en France !

Et s'agissant d'EDF, les chiffres sont également sans appel !

Cette fameuse transition à la méthode WWF est, en effet, sanglante : **10 000 suppressions d'emplois et 20 000 chez les sous-traitants** et face à cela, quelques centaines d'emplois créés dans le solaire et un nombre de salariés dans le démantèlement correspondant à 10 % d'une centrale en activité. On voit bien la réalité des chiffres.

C'est bien **une destruction d'emplois sans précédent** et assumée sans vergogne ! Une vraie honte !

Étude du WWF France « Sauver EDF par la transition »

Un rapport politicien, un contenu scandaleux !

**Pour FO, c'est clair.
Cette étude est un brûlot contre le service public
et les salariés du groupe EDF.**

Alors oui, à FO,

Nous refusons le démantèlement d'EDF avec la sortie totale ou partielle d'ENEDIS du groupe, prônée par l'étude de même que la scission d'EDF en deux comme le prônait HULOT.

Nous refusons la fermeture de centrales nucléaires pour des raisons politiques, car c'est un gâchis d'argent public et un gâchis social.

Nous refusons de perdre nos concessions hydro-électriques pour le plus grand profit du privé.

Nous refusons de sacrifier nos installations de thermique classique qui sont, aux côtés de l'hydraulique, un élément essentiel pour assurer la sécurité d'approvisionnement de notre pays.

Nous refusons la fin du Service public dont l'expression même -comme si cela était du passé- est totalement absente de cette étude.

Nous considérons plus que jamais que **l'électricité, bien d'importance vitale, n'est pas un bien comme les autres et qu'il ne peut être laissé aux mains du marché.**

**Plus que jamais, nous sommes déterminés à défendre notre entreprise de service public
et nos emplois contre tous ces casseurs !**